

Annexe 13 : Extraits de procès-verbal de réunion des assemblées générales

PROCES-VERBAL

Assemblée Générale de validation du plan d'action (2021-2023) et autres contributions diverses du consortium des organisations de la société civile ITIE Gabon dans le cadre de la préparation et sensibilisation de la candidature du Gabon à l'adhésion à l'ITIE

Le 4 juillet 2021 de 20h à 23h30 puis le 5 juillet 2021 de 15h à 20h, se sont tenues par visioconférence, des réunions de validation du plan d'action triennal (2021-2023) et autres contributions diverses en soutien de la candidature du Gabon pour son retour au sein de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

Le plan de travail met en perspective l'ensemble des interventions de la Société civile pour les 03 prochaines années et les autres contributions diverses renvoient à (i) l'appropriation du formulaire de candidature et des exigences 1.1 à 1.5 de la norme ITIE 2019, (ii) à la collecte des preuves/justificatifs devant constituer le dossier des annexes, (iii) aux actions de sensibilisation, de plaidoyers auprès des bailleurs de fonds en faveur de la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan de la société civile ITIE au Gabon.

La liste des personnes ayant participé activement, pleinement et effectivement à ces échanges est fournie en annexe.

Ordre du jour

1. Passage en revue des productions ;
2. Validation par toutes les personnes présentes ;
3. Divers

1. Passage en revue du draft des productions

Le passage en revue du draft de plan d'action et autres contributions diverses s'est fait en deux journées. Le modérateur a utilisé l'option partage d'écran pour permettre à tous les participants de voir l'avancée des travaux. Au cours de la première journée de travail, la première partie du plan d'action a été enrichi avec les contributions pertinentes des participants lors de la plénière. Des avis, commentaires et suggestions ont été faits sur les autres contributions diverses.

La deuxième journée, c'est-à-dire le 5 juillet, a vu le traitement de la partie réservée aux résultats attendus et aux activités du plan d'action. Activité après activité, les

représentants des organisations de la société civile ont donné leur avis sur le document et fait des amendements. Les 4 résultats attendus du plan d'action ainsi que leurs 42 activités ont été passées au peigne fin des spécialistes des OSCs commis à l'exercice.

2. Validation du plan de travail

La validation du plan de travail s'est faite au terme du processus d'examen du document. Les parties prenantes ont reconnu le bienfondé des activités mises en relief. Elles ont décidé d'un commun accord de soumettre le plan d'action à l'appréciation du Point Focal Gabon à l'ITIE international Nassim Bennani.

Enfin, madame Adélaïde MAKAGA MBOUROU, spécialiste en budgétisation et en planification du ROLBG et de PWYP a été chargée de finaliser le budget général du plan de travail aux fins de l'arrimer aux activités dudit plan.

3. Divers

Il a été discuté de l'urgence du recrutement d'un consultant chargé de rédiger le protocole de participation de la société civile au Groupe Multipartite (GMP). L'ordre du jour étant épuisé, la visioconférence s'est achevée sur une note de satisfaction totale des participants.

Fait à Libreville le, 6 juillet 2021

Le Coordonnateur de la rédaction



Georges MPAGA

Le Rapporteur



Partenaire IGNOUMBA

LISTE DES PERSONNES AYANT PRIS UNE PART ACTIVE, PLEINE ET EFFECTIVE A L'ASSEMBLEE GENERALE DE VALIDATION DU PLAN D'ACTION (2021-2023) ET AUTRES CONTRIBUTIONS DIVERSES

(Libreville, 04 et 05 juillet 2021)

N°	Organisations	Représentants	Contacts
1	PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ	Paul Aime Bagafou	+241 74 00 58 09
2	ONEP	Patrick BARBERA	+241 77 36 53 13
3	CENAF GABON	Marie Claire Aboghe Ndong	+241 74 73 68 28
4	BRAINFOREST	Samantha OYE	+241 74 52 20 28
5	CROISSANCE SAINTE ENVIRONNEMENT	Nicaise MOULOMBI	+241 66 24 68 08
6	ON NE MPACHETE PAS	Pierre NDONG ABOGHE	+241 06 79 78 78
7	OBSERVATOIRE DEPARTEMENTAL SUR LES INDUSTRIES EXTRACTIVES D'ETIMBOUE	Lydie REBELA	+241 77 37 27 41
8	SYNDICAT DES MAGISTRATS DU GABON	Pierre NDONG ABOGHE	+241 06 79 78 78
9	H20	Henri Auguste	+241 74 09 21 51
10	HAUT CONSEIL DES ACTEURS NON ETATIQUES	Yvon Martial N M	+241 66 15 64 46
11	RENAPS/AJ	Souamy Ghisdhas	+241 66 23 96 37
12	ROLBG	Georges MPAGA	+241 77 51 99 32
13	SOGEVAL	Petit Lambert Ovono	+241 66 94 94 70
14	APSAD	Adelaide MBOUROU MAKAGA	+241 77 52 29 26
15	COALITION DE LA SOCIETE CIVILE	Guy René Mombo Lembomba	+241 77 39 04 65
16	ODDIG	Fabrice NTCHANGO	+241 77 43 42 49
17	SOJECS	John John Ndong Ebe	+241 77 88 66 17
18	MUYISSI ENVIRONNEMENT	Carine TSIMBA MOUTTY	+241 65 500181
19	RENAREX	Steeve Ntchinga	+241 66 27 64 31
20	OPAM	Oyeassecko Raïssa Sylvana	+241 66 996299
21	OPAM	Patricia Lydie Mouelet	+241 77 50 36 08
22	OBSERVATOIRE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES DE PORT-GENTIL	Paul Aime Bagafou	+241 74 00 58 09
23	CRESAND	Toussaint OLIMBO NDINGA	+241 77 12 63 30
24	JEUNESSE SANS FRONTIERES	Cathy MOUSSOUNDA	+241 77 19 07 46
25	ONG ON DECIDE	Roger NZAMBA	+241 77 91 61 19
26	ONG POLICIS	Wilfried MALOLA	+241 66 32 66 01
27	ONG POLICIS	Parfait MAYOMBO	+241 65 82 31 97
28	FECAM	Crépin ENGOUANG	+241 77 13 88 47
29	ASSOCIATION POUR LA DEFENSE DES INTERETS COLLECTIFS D'ETIMBOUE	Nardège Ogandaga	+241 77 46 93 09

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA SOCIETE CIVILE GABONAISE
SUR LE PROCESSUS ITIE GABON

Le processus de retour du Gabon à l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE), a été amorcé en 2015 lors du forum des parties prenantes avec une implication massive des organisations de la Société Civile Gabonaise impliquées dans le secteur en phase avec une recommandation très forte du Président de la République Chef de l'Etat.

Plusieurs ateliers de renforcement des capacités des membres de la Société civile ont été organisés à l'échelle de la sous-région Afrique Centrale avec l'appui financier de la Banque Mondiale et de la Coopération Allemande (GIZ). Ces ateliers ont permis à plus de vingt (20) représentants des OSC nationales impliquées dans le processus de bénéficier d'un renforcement significatif de leurs capacités et d'acquérir par la même occasion de plus amples compétences en matière extractive.

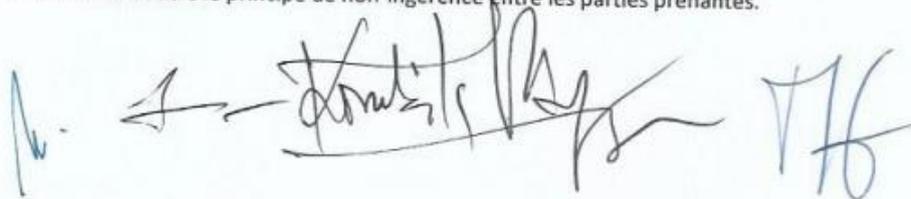
Malgré les pesanteurs observées, les organisations de la Société Civile ont évolué à travers de nombreuses activités de plaidoyer et de communication appuyées par la Représentation du FMI au Gabon, laquelle soutient le pays dans ledit processus.

C'est dans ce contexte, qu'une première élection a été organisée en 2018, laquelle élection n'avait pas été validée faute de n'avoir pas été inclusive et consensuelle. Un an plus tard, en 2019, les membres de la Société Civile se sont réunies à la suite d'un processus consensuel, inclusif et transparent pour désigner leurs représentants ce, conformément au décret N° 579/PR/MEPPDD du 22 décembre 2016 portant réorganisation du GI ITIE Gabon et à la norme ITIE 2019. Les preuves permettant d'attester de la crédibilité de cette démarche sont disponibles notamment le communiqué de la réunion, les publications dans la presse écrite, audiovisuelle, en ligne, dans les réseaux sociaux, la création des groupes WhatsApp communs sur la thématique, la transmission des échanges entre parties prenantes de la société civile, singulièrement les organisations impliquées dans l'ITIE, les communiqués de presse, le procès-verbal de désignation, les échanges de la Société Civile et PWYP notamment.

Transmission de toute la documentation avait été faite au Président de la République, au Gouvernement, aux institutions constitutionnelles et aux partenaires techniques et financiers qui accompagnent le Gabon. Paradoxalement, nous sommes surpris d'entendre à travers les médias en d'autres termes que la Société Civile bloque la machine.

Pour une première sortie, la Présidente de l'ITIE Gabon fraîchement désigné a malencontreusement prouvée à la face du monde méconnaître la norme, l'état des lieux et l'environnement.

A toutes fins utiles, la Société Civile réaffirme son attachement indéfectible au respects des normes dont entre autre le principe de non-ingérence entre les parties prenantes.



TEL : 077.39.04.65/ 077.51.99.32/ 077.55.54.37

Par conséquent, nous invitons très respectueusement la Présidente de l'ITIE Gabon à imiter le Président de la République Chef de l'Etat, le Gouvernement, les Institutions Constitutionnelles, les partenaires techniques et financiers ainsi que le Secrétariat International et le Conseil d'Administration de l'ITIE qui ont pris acte du processus de désignation des membres représentant la Société Civile au sein du GI -ITIE-Gabon.

Fait à Libreville, le 20 Janvier 2021

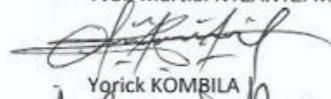
Pour les Administrateurs

- Guy René MOMBO LEMBOMBA

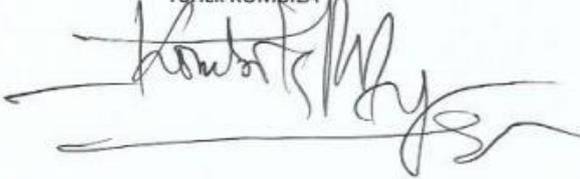


- Georges MPAGA

- Yvon Martial NTZANTZI MIYAGOU



Yorick KOMBILA



TEL : 077.39.04.65/ 077.51.99.32/ 077.55.54.37

Formulaire de demande de candidature à l'adhésion à l'ITIE
République Gabonaise

Publiez Ce 
Que Vous Payez
Gabon

Extraire La Vérité

B.P. 23749 Libreville, Gabon
Tél. : +241 74 00 58 09 - +241 74 52 20 28 - +241 77 52 29 26
Email : pwyp.ga@yahoo.com Twitter : @pcqvp_ga

PCQVP-GA / PWYP-GA

MISE EN PLACE DU GROUPE D'INTERETS SUR L'INITIATIVE
POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE)

NOTE DE POSITION DE PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ (PCQVP/PWYP) GABON

Le vendredi 11 décembre 2020, le gouvernement a enfin procédé à l'installation de la Présidente du Groupe d'Intérêts ITIE nommée lors du Conseil des Ministres du 20 novembre 2020.

Ainsi, suite à cette cérémonie officielle tenue à Libreville et à laquelle des représentants élus devant faire partie du Groupe Multipartite (GMP) ont été conviés, Publiez Ce Que Vous Payez dont une des organisations membres, en l'occurrence le Réseau des Organisations Libre pour la Bonne Gouvernance (ROLBG) est une des parties prenantes, exhorte fortement le gouvernement à faciliter au mieux la mise en place effective dudit Groupe d'Intérêts, de même que son fonctionnement.

Pour rappel et en l'état actuel des choses, la Coalition Mondiale Publiez Ce Que Vous Payez qui siège de plein droit au Conseil d'Administration de l'ITIE suivra de l'extérieur à travers son antenne locale, le déroulement du processus de finalisation de la nouvelle candidature de notre pays, tout en participant au débat sur la gouvernance du Secteur Extractif gabonais.

De ce fait, PCQVP Gabon entend servir de relais d'information de premier ordre au Conseil d'Administration en ce qui concerne :

- le déroulement du processus de mise en œuvre ainsi que la gouvernance future du Groupe d'Intérêts ITIE, le fonctionnement du **Groupe Multipartite** inclus;

Coalition Nationale Publiez Ce Que Vous Payez Gabon (PCQV-GA/PWYP-GA) - Membre de PCQVP/PWYP International

- le niveau d'ouverture de l'**espace civique** qui doit garantir un débat public serein et responsable et ce, conformément au protocole de participation de la société civile tel qu'édicte dans la norme ITIE 2019;

- le **degré de coopération** de l'État ainsi que des sociétés extractives avec le collège de la société civile dont les membres ont été élus par leurs pairs dans le cadre d'un processus libre, transparent et inclusif;

- Tout autre question de nature à bloquer de manière délibérée, le processus de candidature ou de mise en œuvre subséquente de la norme ITIE.

Au nombre de ces questions, PCQVP voudrait déjà anticiper celle très sensible qu'est notamment la **divulgaration des contrats et licences** liés aux activités d'exploration et d'exploitation, ceux relatifs à la commercialisation (trading) dans les secteurs minier, pétrolier et gazier jusque-là encouragée mais désormais **rendue obligatoire** par la dernière mise à jour de la norme ITIE (version 2019, exigence n°2.4) et dont la date de conclusion ou de modification interviendrait à compter du **1er janvier 2021**. Il en est de même de celle tout aussi nécessaire relative à la divulgation de la **propriété effective** ou **propriété réelle** des entreprises (exigence n° 2.5) sur toute la chaîne de valeur des Industries Extractives.

À ce propos, le nouveau cadre de travail dont la mise en place est à parachever à une échéance souhaitée très brève, devrait pouvoir aboutir en temps utile et en toute transparence, à la définition des seuils permettant de déterminer la propriété réelle directe ou indirecte autant que les bénéficiaires des entreprises concernées. Cette dernière question est d'autant plus cruciale que, des **personnes dites politiquement exposées (PPE)** possédant supposément des actifs dans certains maillons de la chaîne de valeur, pourraient constituer une **source d'obstruction** à la mise œuvre de cette exigence, sabotant ainsi de fait, tout le déroulement de la norme ITIE avec les conséquences négatives que cela impliquerait.

En outre, Publiez Ce Que Vous Payez qui pour l'essentiel souhaite la pleine réussite du processus ainsi réenclenché, encourage le gouvernement à fournir rapidement à l'ensemble des partenaires audit processus et en toute transparence, une ébauche à discuter, du Plan de travail national chiffré destiné à soutenir la mise en œuvre de la norme, le budget y relatif dûment approuvé par l'Assemblée Nationale, autant que l'ensemble des commodités nécessaires au bon fonctionnement du Groupe d'Intérêts et à l'information régulière du public.

Formulaire de demande de candidature à l'adhésion à l'ITIE République Gabonaise

À charge également pour le gouvernement, de s'assurer que les membres du Groupe Multipartite ITIE ne sont impliqués dans aucun conflit d'intérêt pouvant fausser leur participation au sein de cette instance. Une déclaration sur l'honneur devrait donc être signée par chaque partie prenante à cet effet.

Enfin, Publiez Ce Que Vous Payez émet doré et déjà, le souhait que l'implémentation de la norme ITIE une fois sur les rails, son périmètre d'application soit étendu dans un second temps, au secteur Forêt/Bois afin d'améliorer la traçabilité des flux financiers colossaux qui y sont générés et dont les nombreux scandales y relatifs, font régulièrement les choux gras de la presse tant nationale qu'internationale, écornant davantage à l'occasion, l'image du Gabon aux yeux du monde entier comme un contre-exemple de bonne gouvernance.

De même, PCQVP Gabon émet le vœu fort à l'endroit du gouvernement que, des représentant du Ministère chargé de la bonne gouvernance et de l'évaluation des Politiques publiques soit pleinement associés à la démarche pour le compte de l'Etat, notamment au sein du Groupe Multipartite.

Fait à Libreville, le mardi 21 décembre 2020

Pour le Bureau National de Coordination
Le Coordonnateur National

Paul Aimé BAGAFOU

DISTRIBUTION/COPIE :

- Ministre du Pétrole et des Mines
- Ministre chargé de la Bonne gouvernance et de l'évaluation des Politiques Publiques
- Sénat
- Assemblée Nationale
- Collège ITIE Société Civile
- Représentant Résident du FMI
- Presse
- Public

Compte rendu de la Visioconférence du 28 avril 2021 de la Société Civile sur l'ITIE

Le mercredi 28 avril 2021 de 10h30 à 11h30, s'est tenue par visioconférence une réunion des membres de la Société Civile en présence du Secrétariat International de l'ITIE et de la Représentation Nationale du Fonds Monétaire International (F.M.I.) pour le Gabon.

Etaient présents ; Adelaïde MAKAGA, Petit Lambert OVONO, Georges MPAGA, Guy René MOMBO LEMBOMBA, Marcos Poplawski Ribeiro, Nassim Bennani.

L'ordre du jour des échanges portait sur deux points.

1. Décryptage et proposition d'amendement du décret 77
2. Désignation du membre chargé de la bonne gouvernance devant siéger à l'ITIE Gabon

1. Sur le décryptage et proposition d'amendement du décret 77

Critiques de la Société Civile sur le décret 77

- Absence totale de consultation de la société civile comme partie prenante lors de l'élaboration du décret eu égard aux nombreuses sollicitations
- Demande de révision des articles 9,13,14,15 ;16,19 ;21 ,22 et bien d'autres. La requête détaillée qui sera disponible dans les meilleurs délais précisera davantage les arguments de dénonciations
- L'organigramme

Interventions du Secrétariat International ITIE et du FMI Gabon

En félicitant l'initiative de l'échange et la pertinence de certains arguments ont indiqués

- ✓ La prise en compte de certaines contributions du Secrétariat International sur le décret 77
- ✓ Le rappel de la prise en compte effectif des trois groupes dans le management de l'ITIE Gabon
- ✓ L'exhortation en continue des échanges sereins et constructifs entre la société civile et la Présidente, mais également avec les deux autres composantes.